

Quel effet de la gestion du président Bolsonaro sur la mortalité due au Covid-19 au Brésil ?

Publié: 12 mai 2022, 21:00 CEST

François Roubaud

Économiste, statisticien, directeur de recherche à l'IRD et membre de l'UMR LEDa - DIAL, Institut de recherche pour le développement (IRD)

Mireille Razafindrakoto

Directeur de recherche IRD, Institut de recherche pour le développement (IRD)



Langues

English

Français



Jair Bolsonaro affiche régulièrement son covidoscepticisme par ses actions et déclarations. Sergio Lima / AFP

Le Brésil fait partie des trois pays, avec les États-Unis et l'Inde, les plus affectés par la pandémie de Covid-19, que ce soit en termes de décès ou de cas confirmés (660 000 et 30 millions respectivement). Les doutes qui subsistent quant à la fiabilité des données officielles (surtout pour les infections, mais également pour les morts) ne sont pas en mesure de remettre en question ce palmarès funeste.

Dans un article publié fin 2021, nous mettions en lumière les facteurs de risque associés à la probabilité d'y être contaminé par et de succomber au virus au cours de la première vague de la pandémie (octobre 2020). À côté des éléments de vulnérabilités socio-économiques communs avec d'autres pays et aujourd'hui bien documentés (pauvreté, informalité, résidence dans les favelas, identité ethnoraciale...), le Brésil se démarquait par le rôle néfaste joué par son président, Jair Bolsonaro, dans la diffusion de la pandémie et que nous avons qualifié d'*effet Bolsonaro*.

Deux vagues plus loin, qui se sont soldées par 500 000 décès et 20 millions de cas de contamination supplémentaires mais ont vu l'arrivée des vaccins, ces résultats tiennent-ils toujours ? S'il est évident que l'attitude négationniste du président a entravé la mise en place d'une stratégie efficace de lutte contre la pandémie, il est beaucoup plus ardu de montrer quelle a été sa traduction sur le terrain et d'en quantifier les effets. C'est ce que nous tentons de faire une nouvelle étude.

Comment évaluer un éventuel impact de l'action présidentielle

Pour tenter de répondre à cette question, deux approches sont en théorie envisageables, en fonction de l'unité d'analyse retenue : individuelle ou géographique.

Pour mettre en œuvre la première approche, il faudrait pouvoir disposer de données individuelles sur un échantillon représentatif de la population, qui à la fois informent sur le statut de chacun face à la maladie (décédé ou pas, contaminé ou pas), et de descripteurs sociopolitiques. Or d'une part, par définition, les enquêtes socio-économiques ne portent que sur les survivants (les morts ne parlent pas), tandis que les enquêtes et registres épidémiologiques sont en général très pauvres en information sur les caractéristiques individuelles (au mieux le sexe et âge, parfois les facteurs de comorbidité), et n'incluent en aucun cas les préférences politiques.

La seule alternative possible consiste à mener l'analyse au niveau des localités. Si cette dernière ne permet pas de mesurer les risques individuels d'être affectés par la pandémie, elle présente de nombreux autres avantages.

Outre la possibilité de croiser un très large spectre d'indicateurs issus d'une multiplicité de bases de données indépendantes, cette approche se justifie pour trois autres raisons majeures :

- Elle permet de couvrir de manière exhaustive l'ensemble du pays,
- La diffusion du virus dépend largement des interactions sociales,
- Face au déni du gouvernement Bolsonaro, les politiques ont été conduites à l'échelle locale (États, municipalités). L'analyse porte donc sur les 5 570 municipalités du pays et a mobilisé le traitement de dizaines de millions d'observations.

Le premier résultat clef est la confirmation que le Covid-19 a fait, toutes choses égales par ailleurs, plus de ravages dans les municipalités les plus favorables au président Bolsonaro (telles qu'appréciées à partir de ceux qui ont voté pour lui au premier tour de l'élection présidentielle de 2018, la dernière information disponible à ce niveau de détail).



Les études ont montré que les municipalités pro-Bolsonaro ont été davantage touchées par le Covid malgré leurs situations socio-économiques plus favorables. Evaristo Sa/AFP

Cet effet net mérite d'être d'autant plus souligné qu'en moyenne on observe la tendance... inverse : en effet, dans l'absolu, les municipalités bolsonaristes ont été plus épargnées par le Covid du fait qu'elles sont plus « blanches », plus éduquées, plus riches, etc. Autant de facteurs protecteurs face à la pandémie.

Une fois prises en compte ces caractéristiques structurelles, on identifie bien un *effet Bolsonaro* spécifique. Ce constat est à la fois le plus durable (il vaut pour toutes les sous-périodes) et le plus robuste. En dehors de l'âge, le seul autre facteur d'inégalité socio-économique qui se maintient au cours du temps est la pauvreté, à l'instar de ce qui a pu être observé en France.

Le discours de déni du président a induit ses partisans à adopter plus souvent des comportements à risque et à en subir les effets, avec pour conséquence directe d'accroître la probabilité d'infection de l'ensemble de la population qui les côtoie.

Le seul point positif à mettre à l'actif du président est sa politique massive de transfert monétaire d'urgence à l'attention des travailleurs informels. Mais elle n'a partiellement protégé ces derniers en leur permettant de survivre sans emploi à la maison que lorsqu'elle était la plus massive, soit en début de pandémie.

Les mécanismes de l'effet Bolsonaro

Pour aller plus avant, il convient de s'interroger sur les mécanismes qui ont conduit à cet *effet Bolsonaro*. Avec les données existantes, l'adhésion à deux des principales politiques qui ont été mises en œuvre au Brésil comme dans le monde, à savoir les mesures de distanciation sociale et la vaccination, peut être testée.

Concernant le confinement, face à l'incurie du gouvernement fédéral, les décisions ont été variables et prises en ordre dispersé par les autorités locales. Malgré tout, ces mesures ont été remarquablement suivies, comme en atteste la réduction drastique des déplacements des Brésiliens (données issues des comptes Facebook et Google), qui atteint près de 50 % dans les premiers mois de la pandémie.

Le relâchement des restrictions et des comportements a conduit à un quasi-retour à la normale à la fin de l'année 2020. Le rebond de la pandémie au deuxième trimestre 2021 s'est traduit par une nouvelle phase de confinement, mais celle-ci fut beaucoup moins respectée que lors de la première vague en dépit de sa plus grande gravité.

Dans ce contexte général, les résultats montrent que plus les municipalités sont favorables à Bolsonaro et moins leur population a limité ses sorties hors du domicile. Ce qui vient conforter les conclusions de deux études réalisées au début de la crise sanitaire.

Ceci est vrai quelle que soit la période considérée, à l'exception de la fin 2020, lorsque la pandémie était au plus bas. De la même manière, une municipalité plus pauvre est associée à la fois à une plus grande mobilité relative et un taux de mortalité élevé.

Cependant, l'effet protecteur du confinement n'est que partiel comme en atteste le cas des municipalités plus âgées qui restent plus souvent touchées par la pandémie malgré des comportements plus prudents en matière de déplacement.



Malgré les attaques de Bolsonaro, la vaccination est aujourd'hui à un bon niveau au Brésil du fait de la forte adhésion de la population à cette pratique. (Cette femme tient une pancarte annonçant son soutien au système de santé contre le président, en se faisant vacciner, mars 2021.). Mauro Pimentel/AFP

La vaccination constitue le second facteur potentiel par lequel l'*effet Bolsonaro* est susceptible d'avoir eu un impact sur la mortalité.

Après un démarrage poussif et en dépit de la résistance constante du président Bolsonaro, la campagne a été particulièrement efficace et le retard initial rattrapé. À la mi-mars 2022, 180 millions de Brésiliens avaient reçu au moins une dose et 168 millions le schéma de vaccination complet (85 % et 74 % de la population respectivement), soit des niveaux comparables à ceux de la France.

Cette fois, toute chose égale par ailleurs, la propension à voter Bolsonaro n'a en fait aucun effet sur la proportion de vaccinés (deux doses). Il est même positif, si l'on considère ceux qui ont pris au moins une dose.

Néanmoins, il apparaît que, dans un premier temps et conformément à l'intuition, les municipalités bolsonaristes se sont moins vaccinées que les autres. Ce n'est que dans un second temps qu'elles ont rattrapé leur retard. Tout se passe comme si les partisans du président avaient d'abord suivi sa propagande anti-vaccins avant de se raviser, à mesure que les résultats nationaux et internationaux apparaissaient de plus en plus probants.

Le programme national d'immunisation, assis sur la tradition historique du Brésil, reconnu comme l'un des pays les plus efficaces au monde en la matière, a eu raison des clivages politiques pourtant exacerbés par la rhétorique bolsonariste.

Elle n'a pas pris, notamment parce que le Brésil est l'un des pays où le rejet de la vaccination dépend le moins des convictions religieuses, limitant ainsi d'autant le soutien des groupes évangéliques, traditionnels supporteurs du président.

Un flot de déclarations ouvertement mensongères ou trompeuses

Finalement, un faisceau de preuves convergentes accable le Président pour sa responsabilité dans l'hécatombe brésilienne de Covid-19. Pourtant, et en dépit de sa condamnation fin 2021 par une commission d'enquête parlementaire pour dix chefs d'accusation dont celui de crime contre l'humanité, sa popularité ne semble pas en avoir été affectée. Il s'emploie même à en tirer profit dans la perspective des prochaines élections présidentielles, en octobre 2022, au motif qu'il aurait... arrêté la pandémie !



Avec plus de 660 000 de morts, le Brésil est un des pays les plus endeuillés au monde du fait du Covid. Ce qui n'empêche pas son président de se féliciter d'avoir arrêté le virus. (Manifestation en octobre 2021 lorsque le 600 000 morts ont été atteints.) Evaristo Sa/AFP

Après avoir déclaré qu'il ne s'agissait que d'une petite grippe (*uma gripezinha*), Jair Bolsonaro a enfreint ouvertement les consignes de distanciation sociale en participant à des manifestations et en multipliant les bains de foule, la plupart du temps sans porter de masque lui-même – remettant ainsi en question les mesures prises par les autorités (gouverneurs d'États et maires de municipalités).

Deux de ses ministres de la santé, issus du monde médical, ont été successivement démis car soupçonnés d'être trop indépendants et favorables aux mesures de restriction et d'hygiène. Ils ont finalement été remplacés par un militaire sans expérience. (*Qui sera lui-même remplacé après quelques mois, ndlr*)

À de nombreuses reprises, Bolsonaro a vanté les bienfaits de l'hydroxychloroquine, affirmant à rebours de toutes les dernières études que son efficacité a été scientifiquement démontrée. En août dernier, il déclarait que le port du masque n'avait quasiment aucune efficacité (*eficácia quase nenhuma*). À la mi-octobre, et alors que plus de 150 000 personnes étaient officiellement décédées du Covid-19, il a affirmé que la pandémie était largement surestimée (*superdimensionada*). À la mi-novembre, il maintenait cette affirmation et mettait en doute l'arrivée de la seconde vague au Brésil (« *conversinha de segunda onda* »).

Les annonces fracassantes n'ont pas cessé. Le 5 mai 2021 dernier, s'adressant aux membres de la *Comissão Parlamentar de Inquérito (CPI) da Covid*, la commission parlementaire chargée d'enquêter sur la gestion de la pandémie par le gouvernement, il a qualifié de canailles (*canalhas*) ceux qui refusent de reconnaître l'efficacité du traitement précoce par hydroxychloroquine. Il a également menacé la Cour suprême (STF) et a attaqué la Chine, puisque selon lui le virus aurait été créé dans un laboratoire asiatique.

Une étude de journalisme de vérification (*fact-checking*) a analysé les déclarations publiques du président liées au Covid-19 entre le 11 mars et le 11 septembre 2020 : sur 1 417 occurrences, 653 se sont avérées ouvertement mensongères ou trompeuses. Une persévérance dans cette voie confirmée par d'autres études.

Parmi les fausses informations qu'il a relayées ou inventées, on trouve, pêle-mêle, l'annonce que les lits d'hôpitaux seraient vides comme les cercueils supposés contenir les morts du Covid-19, que le Brésil aurait atteint le stade de l'immunité collective ou encore que le *Supremo Tribunal Federal* (STF) l'aurait empêché de mener sa politique pour contenir l'épidémie... Début 2022, le président affirmait même qu'au Brésil, le variant Omicron n'avait tué personne.

Les auteurs remercient Marta Castilho, Valéria Pero et João Saboia, de l'université fédérale de Rio, qui ont contribué à la rédaction la publication scientifique à la base de cet article.